

Zeitschrift: NIKE-Bulletin
Herausgeber: Nationale Informationsstelle zum Kulturerbe
Band: 7 (1992)
Heft: 1: Gazette

Rubrik: Organisations

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 06.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Conservation des Mosaïques – ICCM

La découverte d'un pavement de mosaïque intact dans une fouille archéologique suscite régulièrement l'émerveillement et la fascination. La fraîcheur des images mises au jour présente en général un grand contraste avec l'aspect de l'architecture environnante. La coloration des cubes de pierre paraît inaltérable.

En réalité, ces tapis hétérogènes, malgré leur composition minérale, sont des documents archéologiques extrêmement fragiles. La plupart d'entre eux posent, après dégagement, des problèmes aigus de conservation, quel que soit leur âge et leur localisation. Ainsi, seule une très petite partie des mosaïques découvertes est assurée d'être conservée durablement.

Constatant cette situation très inquiétante, aussi bien dans le bassin méditerranéen que dans les colonies romaines en Europe occidentale, les responsables de l'ICCROM ont réuni en 1977 un Comité international pour la conservation des mosaïques (ICCM). Ce groupement rassemble les personnes concernées par la conservation des mosaïques (de toutes époques et de tout genre). Il cherche à promouvoir la cause de la conservation, dans tous ses aspects, en favorisant les échanges d'expérience et la diffusion de l'information.

Trois congrès ont déjà eu lieu, à Aquileia (Italie) en 1983; à Soria (Espagne) en 1986; à Palencia-Merida (Espagne) en 1990. Les actes et communications ont été publiés dans la série Mosaïques/Mosaics, qui compte cinq volumes à ce jour. Avec les 'Newsletters' publiées par le comité, ces publications constituent une somme de références fondamentales pour tous les problèmes liés à la conservation: gestion de sites, mesures préventives, conservation in situ, méthodes de dépose et de transferts, etc. A l'issue des congrès, diverses résolutions ont été prises et diffusées, notamment dans le but de rendre les archéologues conscients des problèmes qu'implique la mise au jour des mosaïques. En collaboration avec l'ICCROM, des cours de formation sont organisés à l'intention des restaurateurs comme des responsables de sites.

Composé de représentants de dix pays, le bureau du Comité international s'est réuni les 4 et 5 novembre 1991 à Rome. Il a constaté que la situation générale des mosaïques reste très préoccupante, bien que le domaine de la conservation connaisse des progrès techniques remarquables. En accord avec la démarche poursuivie par l'ICCROM dans d'autres domaines, le comité va surtout promouvoir les mesures de protection préventives dans ce domaine.

Il va diversifier ses actions et son information selon les différentes personnes et instances concernées par ces problèmes (public, responsables politiques, archéologues, responsables de sites, spécialistes de la restauration, étudiants, etc.).

ORGANISATIONS

Des enquêtes sont en cours pour apprécier l'état de conservation des mosaïques dans les pays représentés par le comité, pour comparer les divers systèmes des protections légales en vigueur ainsi que les fonctionnements des organismes responsables de la protection.

Les personnes ou institutions intéressées à participer aux activités de l'ICCM ou à recevoir ses publications peuvent s'adresser au secrétariat ICCM, Mme B. Elten, ARKE, Via Valdieri, I - 00135 Rome, qui leur enverra une documentation plus détaillée.

Denis Weidmann

Tous les musées s'exposent!

Du 12 au 19 janvier dernier s'est déroulée à Paris la 3e édition du Salon International des Musées et des Expositions (SIME). A cette occasion, les 16'000 m² du Grand-Palais ont accueilli plus de 200 exposants - et environ 60'000 visiteurs. Qui étaient-ils, pourquoi se sont-ils, de part et d'autre, déplacés si nombreux, et surtout, ont-ils trouvé au SIME ce qu'ils venaient y chercher?

Des exposants et un public diversifié - pour une manifestation européenne

Du côté des exposants, des musées bien sûr, individuels ou en groupe, certains bien établis comme le Palais de la Découverte de Paris ou les musées historiques de la Ville de Vienne, d'autres entièrement nouveaux comme le Musée d'Histoire Contemporaine de Bonn. Sous l'appellation 'coulisses' était regroupée toute la gamme des professionnels en rapport avec les institutions muséales - éditeurs, restaurateurs, prestataires de services et fournisseurs divers, sans oublier les écoles d'art.

Il est à noter qu'au fil des années, le SIME est devenu véritablement international, ou plutôt européen, puisque seuls les québécois avaient traversé l'Atlantique. A côté des musées français, de loin les plus nombreux, on trouvait des représentants de tous les pays d'Europe occidentale, ainsi que deux stands en provenance de Roumanie et de Slovaquie. Les musées suisses disposaient d'un stand global, avec des présentations séparées pour les musées de Lausanne et la Fondation Deutsch. Le Musée international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge et le Musée suisse

ORGANISATIONS

du Jeu étaient représentés indirectement sur le stand de l'entreprise de Conseils et réalisations muséologiques 'Museum Development' de Blonay/VD.

Le public se composait quant à lui de professionnels des musées, dans une proportion inférieure cependant à celle du grand public, parmi lequel on comptait, à côté de 'Monsieur Tout-le-Monde', des amateurs d'art, des chercheurs, mais aussi des représentants d'instances politiques et économiques.

Le musée, outil de promotion culturelle

Ceci nous amène à aborder la question des motivations, d'une part des visiteurs, mais surtout des exposants. Si la présence des fournisseurs, éditeurs et restaurateurs s'explique aisément – ces derniers, grâce aux collectionneurs privés, ont vu leurs carnets de commandes se remplir en quelques heures, – l'observateur extérieur peut se demander ce qu'un musée attend concrètement d'une telle manifestation, l'investissement n'étant en effet pas négligeable, surtout pour une institution isolée.

La fascination récente du public pour les 'lieux de culture' fournit sans doute une réponse partielle à cette interrogation. En effet, si l'on tient compte de l'importance croissante du tourisme culturel et des taux de fréquentation records enregistrés par les expositions, le musée se présente aujourd'hui comme une composante importante de la vie d'une ville et d'une région, tant sur le plan économique que sur celui de la promotion culturelle. Pour les élus locaux, investir dans un musée peut améliorer l'image de marque de leur commune, et même, pourquoi pas, s'avérer rentable. De fait, le musée devient une entreprise comme une autre, soumise à la concurrence et dont on attend qu'elle dégager un minimum de profits. Qui dit entreprise dit relations publiques, communication et publicité. Le musée doit par conséquent se faire connaître, et donner de lui-même une image aussi jeune et dynamique que possible, l'image d'un lieu actif, où le public est invité à faire des expériences, à participer.

La présence – discrète – des nouvelles technologies

Dans ces conditions, on aurait pu s'attendre à une présence beaucoup plus marquée des nouvelles technologies au SIME. Bien sûr, le règlement du salon stipulait expressément que l'objet devait constituer le thème principal des présentations. Ceci explique-t-il l'absence, sur bon nombre de stands, d'applications informatiques? La Direction des

musées de France, par exemple, a préféré axer sa présentation sur le thème de la nouvelle muséographie et de la nouvelle architecture des musées, plutôt que sur ses nombreuses et riches bases de données. Craignait-on que l'aspect un peu rébarbatif de l'informatique documentaire rebute le grand public? Celle-ci aurait certainement intéressé les professionnels – de même que des applications de type 'borne interactive' pour l'information des visiteurs. Parmi les colloques qui complétaient le salon: 'Tourisme et musées', 'La restauration', 'Les nouvelles politiques des musées' et 'La sécurité', seul ce dernier faisait (rapidement) allusion aux nouvelles technologies.

On remarquait cependant quelques produits de qualité: tout d'abord la banque de données de l'association Vidéomuseum, qui rassemble les inventaires des musées d'art contemporain en France. Le vidéodisque réalisé en décembre 1991 contient 35'000 oeuvres provenant de 29 collections, accessibles par des critères divers – artiste, musée, provenance, date... D'autre part, les musées néerlandais présentaient, sur un stand consacré aux 'Pays-Bas et au commerce extérieur', une base de données intitulée 'Who's Who in Dutch Museums'. Ce fichier de 4'000 noms rendra certainement de grands services dans les quelque 1'000 institutions muséales hollandaises. Citons enfin les réalisations du groupe Tribun, filiale de France Télécom, dans le domaine des banques d'images.

Le stand de l'Association des Musées Suisses (AMS)

Dans cet environnement un peu traditionnel, l'AMS, qui faisait cette année sa première apparition au SIME, s'est fait remarquer par une présentation résolument axée sur l'informatique, mise au point en collaboration avec la Banque de données des biens culturels suisses (BDBS). Seules concessions aux clichés habituels, le stand en forme de montagne avec, à l'intérieur, un bac rempli de chocolats. Sa gourmandise assouvie, le visiteur pouvait s'informer auprès des collaborateurs de l'AMS et de la BDBS, ainsi que des nombreux conservateurs présents sur le stand, et se tourner vers l'une ou l'autre des trois applications informatiques proposées.

D'un accès facile, la borne interactive du Musée national suisse donnait en français, allemand, italien et anglais des informations sur ses collections et les expositions actuelles. Le système, habituellement placé dans la galerie marchande de la gare de Zurich, allie une grande simplicité d'utilisation, des images de bonne qualité et un texte simple et concis – caractéristiques qui en font un très bon outil d'information du public.

L'inventaire des musées suisses dans sa version informatisée était un peu plus compliqué, car son utilisation nécessitait un petit apprentissage et une certaine expérience du système. En se basant sur les informations rassemblées par l'AMS dans le Guide des musées suisses (Berne, 1990), la

BDBS à réalisé une banque de données sur le logiciel Q&R. Ce produit, à la fois simple et performant (il est déjà utilisé par une douzaine de musées suisses pour l'inventaire de leurs collections), possède un module d'interrogation en langage naturel baptisé 'Assistant intelligent'. Une indexation assez fine permettait de répondre aux questions du type 'je cherche des moulins' ou 'donne-moi la liste des musées d'art contemporain'. Parmi les recherches les plus souvent enregistrées, citons également les automates, les instruments de musique, les armes anciennes et même le thermalisme. A l'issue de la recherche, le visiteur pouvait emporter une liste imprimée des musées correspondant à ses intérêts, avec leur adresse et les noms des personnes responsables. Ce système a rencontré un tel succès, à la fois auprès des professionnels, des chercheurs et du grand public, qu'il a été décidé de l'améliorer en vue d'une diffusion éventuelle. En collaboration avec le centre de documentation de l'ICOM à Paris, une liste de mots-clés décrivant les collections muséales est en cours d'élaboration. Par ailleurs, le contenu de la base devra être complété, de façon à pouvoir obtenir rapidement certains renseignements utiles, par exemple le statut du musée et les services offerts: centre d'information, librairie, laboratoire de restauration ou de photographie, activités pédagogiques etc.

En troisième lieu, la BDBS présentait, sur une puissante station de travail IBM, le prototype d'une banque d'images développée à partir du logiciel ORACLE et de l'interface de recherche ImageQuery, mise au point à l'Université de Californie à Berkeley. Les visiteurs ont ainsi pu admirer les reproductions numérisées d'une centaine de tableaux et sculptures provenant de la collection Oskar Reinhart de Winterthour, accompagnés des notices correspondantes. La recherche, effectuée à partir d'un ou plusieurs mots-clés – un artiste, un thème iconographique, une période..., permettait d'obtenir tout d'abord une série de notices abrégées et de photos en petit format. On pouvait ensuite sélectionner, soit une notice, soit une photo et obtenir la notice complète ou la photo agrandie, dans laquelle il était alors possible de 'naviguer', faire un gros plan sur un détail, ou encore modifier les contrastes. Ce système a suscité un grand intérêt chez les spécialistes de banques d'images présents au SIME. Il s'agit à présent de développer ce système en complétant les informations textuelles et iconographiques de façon à en faire un véritable outil de recherche. Pour plus de précisions sur les aspects techniques et documentaires du système, se reporter au bulletin 1/92 de la BDBS ou téléphoner directement au 031/21 24 21.

En conclusion, le bilan s'avère donc très positif pour le SIME en général et les musées suisses en particulier. Si les effets d'une telle action sont difficiles à évaluer sous la forme de revenus directs, nous osons toutefois espérer que notre présentation a agi, selon la formulation du catalogue du salon, comme une 'invitation joyeuse' à visiter nos musées.

Anne Claudel

ORGANISATIONS

Le nouveau guide suisse de l'architecture 1920–1990

Depuis – peut-être même avant – que Mario Botta ne fasse sensation en présentant la tente créée par ses soins et destinée aux festivités du 700ème anniversaire de la Confédération ou en présentant son projet d'agrandissement du Palais fédéral, l'architecture est un thème de discussion au sein d'un public qui n'est pas forcément expert ou spécialiste. Par ailleurs nous vivons à une époque où les musées poussent comme des champignons et où la culture fait partie, dans notre société d'opulence, des programmes de loisirs de bon nombre de nos contemporains épris de voyages. L'architecture, 'la bonne architecture', cela va sans dire, fait partie de notre culture.

En plus des spécialistes qui s'intéressent à l'architecture pour des raisons professionnelles, le touriste qui se rend à Paris, Vienne ou Berlin, s'achète généralement un guide sur l'architecture qui le renseigne sur tous les bâtiments d'architecture moderne et contemporaine. Grâce à ce guide, il peut découvrir des bâtiments auxquels il n'aurait autrement pas prêté attention, contempler avec plaisir les proportions équilibrées d'un édifice, l'ingéniosité ou l'audace du créateur.

Le touriste rompu à cet exercice culturel à l'étranger ne manquera certainement pas de vouloir en faire autant dans son pays. Par ailleurs, nombreux sont les architectes étrangers, les étudiants en architecture et les touristes étrangers qui s'intéressent à nos bâtiments. Mais qu'avons-nous à leur proposer pour les aider à découvrir l'architecture suisse du XXème siècle?

L'architecture suisse jusqu'au début du XXème siècle a fait l'objet de nombreuses recherches et travaux scientifiques qui ont donné lieu à deux séries d'inventaires, 'Les Monuments d'Art et d'Histoire de la Suisse' et 'L'inventaire suisse d'architecture 1850–1920' (INSA). Ce qui manque jusqu'à présent est une vue d'ensemble de l'évolution de la culture architecturale suisse depuis le début de l'époque moderne jusqu'à l'époque contemporaine. Le seul ouvrage de ce genre, le guide de l'architecture moderne suisse publié chez Artemis, s'arrête dans sa seconde édition à l'année 1978.

L'Oeuvre SA, maison d'édition de la FAS (Fédération des Architectes Suisses), grâce à la publication d'un nouveau guide suisse de l'architecture, propose une vue d'ensemble systématique de l'évolution de l'architecture en Suisse de 1920 à nos jours.

ORGANISATIONS

L'Oeuvre SA prévoit la publication de trois volumes de 180 à 250 pages chacun en format de poche qui présenteraient à eux trois quelque 1'000 édifices illustrés et commentés et donneraient des indications sur au moins autant d'objets d'intérêt architectural. Le volume I sera consacré à la Suisse du Nord-Est et à la Suisse centrale (SH, TG, SG, AR, AI, GR sans Misox et Vallée Calanca, GL, SZ, OW, NW, UR, LU, ZG, ZH et Liechtenstein). Le volume II sera consacré à la Suisse du Nord-Ouest et du Plateau donc à la deuxième moitié de la Suisse alémanique (AG, BS, BL, SO, BE, FR germanophone). Le volume III sera consacré à la Suisse romande, au Valais et au Tessin (JU, NE, VD, GE, FR francophone, VS, TI, GR avec Misox et Vallée Calanca). Ces volumes seront publiés en trois langues correspondant aux régions concernées: allemand/français/anglais ou français/allemand/anglais ou italien/allemand/anglais.

Les bâtiments seront classés par région. Suivant le nombre de bâtiments pris en considération et les données géographiques, une région pourra être constituée par une ville, par un canton ou bien par différentes parties de plusieurs cantons. Pour chaque région, les localités seront classées par ordre alphabétique. Pour chaque localité, les édifices seront classés par ordre chronologique en fonction de la date de construction. Une carte sera proposée pour chaque région sur laquelle seront signalés les bâtiments faisant l'objet d'illustrations et de commentaires dans le guide. Enfin l'adresse exacte de chaque objet sera clairement indiquée.

Une demi-page est prévue par bâtiment, cela représente dix lignes de texte par langue, une photographie et un plan. Une page entière sera consacrée aux bâtiments les plus importants.

Ont été sélectionnés des bâtiments représentatifs de la culture architectonique d'une certaine époque qui sont caractéristiques d'un point de vue fonctionnel, conceptionnel et esthétique, des bâtiments qui sont spécifiques pour la topologie d'une région, des ouvrages importants conçus par des ingénieurs (ponts, etc.) et des édifices dont l'architecture intérieure est d'un intérêt particulier (magasin, restaurant, etc.).

La sélection des édifices s'effectue comme suit: tout d'abord la liste des édifices est établie sur la base de publications existantes. Ces listes sont ensuite soumises à des consultants régionaux qui peuvent être des architectes connaissant bien la région, des historiens d'art ou des conservateurs des monuments historiques. Leur travail consiste à éliminer les édifices qui n'existent plus ou qui, à l'occasion de travaux de restauration, d'agrandissement ou d'assainissement, etc. ont

perdu leur valeur historique ou architecturale. Ces consultants établissent alors une première évaluation des édifices restant sur la liste qui est discutée au cours de séances de travail pendant lesquelles sont faites d'autres propositions ainsi que des remarques complémentaires.

C'est un jury supra-régional qui décide en dernier lieu si un édifice mérite de faire l'objet d'un texte et d'une photo, mérite d'être uniquement mentionné ou ne mérite pas d'être cité. Ce jury est composé de Gilles Barbey (EPF-Lausanne), Paolo Fumagalli (Lugano), René Furer (EPF-Zurich), Ernst Hubeli et Christoph Luchsinger (rédacteurs de *Werk, Bauen + Wohnen*). Ce jury est responsable de la sélection pour les trois volumes afin d'éviter si possible des différences d'appréciation entre les régions. Toutes les personnes qui collaborent à la sélection des édifices et accomplissent cette tâche considérable, travaillent à titre bénévole.

Le premier volume du Nouveau guide suisse de l'architecture 1920 – 1990 paraîtra en automne 1992, les volumes II et III suivront, chacun à une année d'intervalle.

Nous sommes persuadés que la publication de ces trois volumes comblera un vide dans le domaine de l'architecture moderne et contemporaine. Ce nouveau guide qui est rédigé sous la forme d'un inventaire rendra des services précieux et apportera des indications utiles aux futures décisions prises dans le domaine de la conservation des monuments historiques.

Le travail rédactionnel de cette publication correspond aux critères d'un travail scientifique quant au volume et à la qualité. Ce travail est assuré et, dans la mesure du possible, financé par l'Oeuvre SA à laquelle collaborent de nombreux spécialistes de l'évolution de l'architecture moderne.

Afin de pouvoir proposer un prix de vente qui ne soit pas trop élevé, nous sommes obligés de compter sur une participation substantielle aux frais de publication de la part des institutions publiques et privées. Jusqu'à présent les institutions suivantes nous ont assurés de leur soutien financier:

La fondation suisse pour la culture Pro Helvetia (Fr. 60'000.--); La Fédération Suisse des Architectes, FAS (Fr. 100'000.--); La Société suisse des ingénieurs et des architectes, SIA (Fr. 100'000.--).

Willi E. Christen
Christa Zeller

La Section nationale suisse de l'ICOMOS

L'ICOMOS, en anglais 'International Council on Monuments and Sites', en français 'Conseil International des Monuments et des Sites', en allemand 'Internationaler Rat für Denkmalpflege' est une association internationale pour la conservation des monuments historiques

L'ICOMOS est une organisation faîtière dont la création a été décidée en 1964 après l'élaboration de la Charte de Venise. C'est en 1965 à Varsovie que l'ICOMOS, qui est une organisation non-gouvernementale de l'UNESCO, a tenu son assemblée constitutive et son premier congrès (voir l'exposé d'Alfred A. Schmid publié dans la Gazette NIKE 1990/2, page 23 et suiv.).

L'ICOMOS a son siège à Paris et comprend environ 65 comités nationaux répartis dans le monde entier. Le but de cette organisation est défini dans l'article 4 de ses statuts: «L'ICOMOS constitue l'organisation internationale destinée à promouvoir au niveau international la conservation, la protection, l'utilisation et la mise en valeur des monuments, ensembles et sites».

Depuis 1966 ce sont plus de 100 colloques organisés au sein de l'ICOMOS qui ont permis un échange d'idées au niveau international.

La Section nationale suisse

La Section nationale suisse de l'ICOMOS est une association de droit privé dont le siège est à Berne et qui a été constituée en 1966 à Coire. Le premier président de la Section nationale suisse fut le Professeur Alfred A. Schmid, alors président de la Commission fédérale des monuments historiques (CFMH).

Depuis sa création, la Section nationale suisse travaille en étroite collaboration avec la CFMH au niveau du personnel comme sur le plan administratif. Jusqu'en 1988, le secrétaire de la CFMH était également le secrétaire de la Section nationale suisse de l'ICOMOS. Jusqu'en 1981, les assemblées générales de la Section nationale et de la CFMH avaient également lieu en même temps. En plus des assemblées générales, la Section nationale suisse de l'ICOMOS organise des colloques, en 1985 à Zurich sur le thème 'L'énucléation des bâtiments historiques', en 1986 à Bâle sur le thème 'Construire dans un environnement historique et artistique – continuité et risque'. L'événement majeur de l'activité de la Section nationale suisse a été l'organisation de l'Assemblée générale internationale de l'ICOMOS en 1990 à Lausanne au cours de laquelle Roland de Silva du Sri Lanka a été élu président de l'ICOMOS International. Une élection significative qui prouve que l'intérêt dans le domaine de la conservation des monuments historiques n'est pas uniquement européen mais concerne bien d'autres conti-

ORGANISATIONS

nents. Cette nouvelle tendance a contraint la Section nationale suisse à un changement d'orientation; l'évolution actuelle mais également la situation financière de cette association privée rendent nécessaire l'élaboration de nouvelles bases pour le futur.

C'est en mars 1991, lors de l'Assemblée générale à Berne, que le comité de la Section nationale suisse s'est vu confier la tâche de réorganiser cette association. Depuis un an, un groupe de trois personnes désignées par le comité travaille à la mise au point des éléments de base d'une nouvelle politique en interrogeant les membres, les spécialistes et les organisations actives dans des domaines similaires.

L'ICOMOS et la Section nationale suisse ont la chance de pouvoir compter sur la collaboration interdisciplinaire d'un grand nombre de personnes spécialisées travaillant dans le domaine des monuments historiques: les archéologues, les architectes, les conservateurs des monuments historiques, les artisans spécialisés, les architectes-paysagistes, les professeurs d'université, les spécialistes en inventaires, les scientifiques et les restaurateurs qui constituent à l'heure actuelle les 170 membres de la Section nationale suisse.

La variété des spécialités des membres différencie très nettement l'ICOMOS des autres associations spécialisées et des associations qui s'adressent au grand public dans le domaine de la conservation des biens culturels. Par ailleurs, au sein de l'ICOMOS, une place toujours plus importante est accordée aux activités et relations internationales.

Toute personne ou association peut devenir membre de la Section nationale suisse de l'ICOMOS dans la mesure où elle consacre son activité professionnelle principale ou ses objectifs aux monuments historiques. Les nouveaux requérants sont acceptés sur recommandation de deux membres.

L'analyse de la situation actuelle prouve que la Section nationale suisse de l'ICOMOS répond à un réel besoin d'échanges d'idées au niveau national comme international. Des changements fondamentaux et des efforts supplémentaires sont cependant nécessaires pour que les objectifs de l'ICOMOS puissent continuer à être atteints.

Adresse: Section nationale suisse de l'ICOMOS, c/o NIKE, Kaiserhaus, Marktgasse 37, 3011 Berne, Tél. 031/22 86 77, Fax 031/21 18 89.

Prochaine assemblée générale: Les 2 et 3 juin 1992 à Lucerne (voir la rubrique Agenda à la page 36).

Hans Rutishauser